

Coupe au CIUSSS: «Ne pas sacrifier l'autonomie régionale»



La présidente directrice générale du CIUSSS, Martine Couture (à gauche), assure que le conseil d'administration se pliera à l'opposition du premier ministre concernant l'abolition d'un poste de psychoéducateur.
Le Quotidien, Rocket Lavoie



Laure Gagnon-Tremblay

Le Quotidien

La répondante politique de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) dans la région, Lynn Brie, demande au CIUSSS de privilégier les besoins régionaux plutôt que les demandes du ministère de la Santé et des Services sociaux. Elle en a fait la recommandation lors de la rencontre du conseil d'administration du CIUSSS, mercredi soir.

La demande de M^{me} Brie touche les coupes de différents postes annoncés par le CIUSSS dans le cadre des mesures pour atteindre l'équilibre budgétaire. « On a annoncé l'abolition de 27,4 postes à temps complet dans les mesures de compressions. De dire qu'il n'y aura pas d'effet sur les services à la population, ça nous pose beaucoup de questionnements. Nous, ce n'est pas ce qu'on constate », a-t-elle mentionné en

s'adressant au CA.

D'après M^{me} Brie, c'est le devoir du conseil d'administration de s'assurer du bien-être des employés, mais également de s'assurer que les besoins de la population sont bien répondus.

« On est perplexe devant la faiblesse de l'engagement du CA face aux employés et à la population. On invite le CA à ne pas sacrifier son autonomie régionale, et à placer ses responsabilités à l'endroit des citoyens, en priorités des directives ministérielles, qui sont déconnectées du terrain », ajoute-t-elle.

Lynn Brie incite également le conseil d'administration du CIUSSS à collaborer avec les employés, afin de résister aux mesures d'austérité, en plus de faire pression sur le ministère de la Santé et sur le premier ministre pour aller chercher des revenus supplémentaires.

La présidente du CA., France Guay, qui a répondu à la demande de M^{me} Brie, assure toutefois que le CIUSSS et le ministère suivent de près la situation avec la population, et réalisent des suivis et des démarches sur une base régulière.

Par ailleurs, le conseil d'administration du CIUSSS se pliera à l'opposition du premier ministre Philippe Couillard concernant l'abolition d'un poste de psychoéducateur au foyer de groupe L'Intervalle de Roberval.

« C'est une décision qui a été prise et qu'on va respecter. On n'a pas de difficulté à suivre ces décisions », affirme la présidente-directrice générale du CIUSSS., Martine Couture.

Elle mentionne également que l'argent que le CIUSSS avait prévu d'économiser en abolissant ce poste devra être récupéré ailleurs. « On va faire le travail qu'il faut à l'intérieur des mesures. C'est une mesure qui équivalait à 72 000 \$ environ, alors sur le total des mesures d'optimisation, on devrait être capable de trouver l'équivalent quelque part à l'intérieur de l'organisation », assure M^{me} Couture.



[Détente](#)

[Avis de décès](#)

[Archives](#)

[Petites annonces](#)

[Plan du site](#) [Modifier votre profil](#) [Foire aux questions](#) [Nous joindre](#) [Conditions d'utilisation](#) [Politique de confidentialité](#)